

La coopération mondiale sur le climat tiendra-t-elle?

COP30 La 30e conférence sur le climat de l'ONU aura lieu du 10 au 21 novembre au Brésil, dans un contexte peu favorable au multilatéralisme. Pour Géraldine Pflieger, membre de la délégation suisse, des avancées sont tout de même attendues

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCALINE MINET

Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement se retrouvent ce jeudi et vendredi à Belém, au Brésil, pour une rencontre de haut niveau organisée en amont de la COP30. La 30e conférence sur le climat de l'ONU, qui se tiendra du 10 au 21 novembre dans la même ville, ne se présente pas sous les meilleurs augures, à la suite du retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris, dont on célèbre cette année les 10 ans. Professeure en sciences politiques à l'Université de Genève et membre de la délégation suisse aux COP sur le climat depuis plusieurs années, Géraldine Pflieger fait le point sur ce qu'on peut attendre de cette conférence.

Alors que plusieurs conflits sont en cours à travers le monde, la question climatique semble ne plus être au centre des préoccupations internationales. Dans ces conditions, comment abordez-vous cette nouvelle phase de négociations? Avec préoccupation, et le souhait que les Etats parviennent à des avancées malgré ce contexte défavorable. L'enjeu de cette COP est de faire perdurer le multilatéralisme autour des échéances climatiques. Car même si tout ne se résout pas à l'échelle internationale, loin de là, la coopération entre les pays est indispensable pour faire progresser la lutte contre le réchauffement. C'est dans le cadre de ces négociations qu'un objectif commun à tous les Etats a été fixé et qu'un suivi est effectué au niveau global. L'Accord de Paris [conclu à l'issue de la COP21, en 2015] a déjà fait la preuve de sa résilience: déjà en 2016, la première administration Trump avait annoncé son intention de le

quitter, une année après sa signature. Au cours de la COP suivante, les pays ont été nombreux à rappeler leur attachement à ce processus, qui a tenu bon. Depuis, il y a encore eu des hauts et des bas, mais l'accord a permis de maintenir une vision d'ensemble de la trajectoire climatique à respecter, tout en intégrant des amendements nouveaux, comme lors de la COP de Dubaï [COP28, en 2023], au cours de laquelle les Etats ont décidé de se détourner des énergies fossiles.

L'Accord de Paris fête justement cette année ses 10 ans. Est-ce que ce sera un sujet à Belém? Cela ne figure pas à proprement parler au menu des négociations, mais cet accord et son bilan seront sur toutes les lèvres. On ne peut pas dire que l'Accord de Paris n'ait rien produit. Sur l'atténuation du réchauffement, une partie du chemin a été parcourue. La croissance des émissions anthropiques de gaz à effet de serre ralentit – elle n'a été «que» de 0,7% l'an passé – et l'Agence internationale de l'énergie estime que ces émissions devraient atteindre leur pic cette année.

D'après une synthèse publiée par l'ONU il y a quelques jours, les engagements des Etats devraient permettre de faire baisser les émissions d'environ

10% d'ici à 2035. On est loin des 60% qu'il faudrait viser pour rester sur une trajectoire climatique sûre. Mais c'est tout de même beaucoup mieux que dans les années 2000, au cours desquelles on a enregistré une hausse de 20% des émissions sur une décennie. Les émissions de gaz à effet de serre diminuent dans la plupart des pays industrialisés et la Chine devrait atteindre son pic cette année. Niveau température, nous sommes désormais sur une trajectoire de réchauffe-



Une centrale solaire à Yinchuan, dans la région autonome du Ningxia, en Chine, le 24 septembre 2025. (AFP)

ment de 3,2 °C d'ici à la fin du siècle, et pas 4 °C, comme c'était le cas avant l'Accord de Paris.

C'est tout de même beaucoup trop... Oui. Si on regarde le verre à moitié vide, on constate encore de nombreuses lacunes dans l'action climatique internationale.

«L'enjeu de cette COP est de faire perdurer le multilatéralisme autour des échéances climatiques»

Nous avons franchi l'an passé les 1,5 °C de réchauffement global. Il est encore trop tôt pour dire que l'objectif de l'Accord de Paris a été dépassé, car ce dernier fixe un seuil de 1,5 °C sur une décennie, et pas seulement sur une année ponctuelle. Mais il est presque certain que ce seuil sera franchi à l'avenir. Dès lors, tous les efforts doivent être engagés pour que ce dépassement soit le plus faible possible, en visant par exemple 1,6 ou 1,7 °C d'ici à la fin du siècle, car cela limitera les impacts. Par ailleurs, malgré la progression fulgurante des énergies renouvelables, de nouveaux projets d'exploitation d'hydrocarbures continuent à voir le jour, en violation

de l'engagement pris à Dubaï. Il existe aussi de nombreux manques dans le domaine du financement et de la coopération avec les pays les plus démunis. Enfin, on constate que de nombreux Etats peinent à prendre des mesures. Seuls 70 Etats ont annoncé de nouveaux objectifs de réduction de leurs émissions en amont de la COP30, comme ils étaient censés le faire. L'Union européenne, perçue comme leader sur les enjeux climatiques, a eu le plus grand mal à se mettre d'accord sur un objectif commun. Ce qui est plus positif, c'est que la Chine devrait pour la première fois s'engager sur un objectif de réduction de 10% de ses émissions. Cela peut sembler peu, mais comme il s'agit du premier émetteur mondial de CO₂, c'est en fait très significatif.

Quel est, selon vous, le plus gros défi actuel? A travers le monde, les pays qui adoptent des postures idéologiques les amenant à nier l'existence du changement climatique ou la nécessité de prendre des mesures demeurent minoritaires. En revanche, on constate une réelle difficulté des Etats à mettre en œuvre des mesures sur leur territoire, tout en respectant le consentement de leur population et la justice sociale. Par exemple, comment changer d'échelle et réduire drastiquement notre usage des énergies fossiles, notamment dans le domaine de la mobilité, sans faire exploser les coûts pour la population? C'est à ce type de questions

qu'il s'agit de trouver des réponses. Cela paraît particulièrement complexe aujourd'hui, car de nombreux pays industrialisés traversent des crises politiques.

Quels seront les dossiers à suivre lors de cette conférence? Comme mentionné, un des enjeux principaux sera celui du relèvement de l'ambition, car les promesses actuelles des Etats ne sont pas suffisantes. De nouveaux engagements dans le domaine de l'énergie ou de la protection des forêts tropicales pourraient être annoncés. Des indicateurs permettant d'évaluer l'adaptation des pays au changement climatique sont aussi attendus. Ils sont particulièrement réclamés par les pays vulnérables, car ils permettront de rendre cet enjeu plus tangible. Enfin, le dialogue devrait se poursuivre autour de la question des finances climatiques, à la suite de la COP29 de Bakou, au cours de laquelle les Etats se sont mis d'accord sur un nouvel objectif collectif de financement à hauteur de 300 milliards de dollars par an pour renforcer les investissements dans les mesures de protection du climat et de soutenir, en particulier, les pays les plus pauvres. La présidence brésilienne a voulu mettre cette conférence sous le signe de l'action; des avancées sont donc possibles, pourquoi pas grâce à des partenariats de petite échelle, plutôt qu'en rassemblant l'ensemble des pays prenant part au processus? ■